



Economic and Social Council

Distr.: General
27 November 2020

Original: French

Commission on the Status of Women

Sixty-fifth session

15–26 March 2021

Follow-up to the Fourth World Conference on Women and to the twenty-third special session of the General Assembly entitled “Women 2000: gender equality, development and peace for the twenty-first century”

Statement submitted by **Partenaires pour le Développement Rural (PDR)**, a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council*

The Secretary-General has received the following statement, which is being circulated in accordance with paragraphs 36 and 37 of Economic and Social Council resolution 1996/31.

* The present statement is issued without formal editing.



Statement

Considérant les crises sociopolitiques, la rébellion et le Djihadisme au Mali depuis 2012.

Vu les effets du changement climatique et la pandémie du Covid-19. Vu l'extrême pauvreté aggravée par l'embargo imposé par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) suite à la dégradation de la démocratie malienne.

Le statut de la femme reste dangereusement menacé. Les progrès réalisés dans l'autonomisation des femmes et des jeunes sont menacés.

De femmes et leurs enfants sont abandonnés vont à la recherche de refuge incertain. Le manque et/ou perte d'emplois entraînent les jeunes à mourir dans la méditerranée en migration vers l'Europe croyant y trouver une situation décente.

Nous lançons ce cri de cœur à la communauté internationale, les organisations non-gouvernementales engagée pour la cause de la femme à la dynamisation de leurs efforts à l'endroit de l'autonomisation des femmes Maliennes, victimes de plusieurs violences et d'inégalités sociales, de violations sexuelles causées par la rébellion et des conflits sociaux aggravés par la COVID-19.

Cependant, nous n'oublions pas les jeunes et les femmes rurales très souvent privées de leurs activités par les Djihadistes et les bandits armés.
